

COMPTE RENDU **du Conseil Municipal**

SÉANCE DU 30 JUIN 2011

L'an deux mil onze, le trente juin à 20 heures, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni, au lieu ordinaire de ses séances, sous la Présidence de Monsieur Bruno LOUSTALET, Maire.

Présents : M. LOUSTALET, Maire –

MM. MAISONNAS, GAUTHIER, TRACLET, MANIE, Adjoints

Mmes BORREL-JEANTAN ; DIDIER

MM. ABBOU, BALOUZET, COTE, DENIS, GRUMET, PRUDON, GUILLARD

Pouvoir : Mr CAPLAT (pouvoir à M. LOUSTALET)

Secrétaire de séance : M. COTE

1. COMPTE RENDU DE LA PRECEDENTE REUNION :

Le compte rendu de la séance précédente est adopté.

2. C. C. M. P.

a) Transports en commun

Monsieur le Maire informe que la Société Philibert a été désignée comme prestataire de service pour les transports en commun. Ce service devrait être opérationnel au 16 janvier 2012.

20 h 20 : Arrivée de Monsieur PRUDON

20 h 20 : Arrivée de Monsieur DENIS

3. DELIBERATION 11/05/01 : CONVENTION EN VUE D'ETABLIR UN GROUPEMENT DE COMMANDE ET DE DESIGNER LA CCMP EN TANT QUE COORDONNATEUR POUR L'ORGANISATION DES TRANSPORTS SCOLAIRES AU CENTRE AQUATIQUE COMMUNAUTAIRE

Monsieur le Maire rappelle au Conseil que le Centre Aquatique de la Communauté de Communes de Miribel et du Plateau sera ouvert à la fréquentation des scolaires à compter du début du mois de novembre 2011.

Les frais de transport des scolaires de l'école communale au centre aquatique étant à la charge des communes, la Communauté de Communes propose l'organisation d'un marché sous forme d'un groupement de commande de sorte à pouvoir bénéficier des meilleurs prix possibles pour le transport des scolaires au Centre aquatique communautaire.

Pour ce faire il convient au préalable d'établir un groupement de commande autorisant la CCMP en tant que coordonnateur à lancer cette consultation conformément aux dispositions de l'Annexe au décret 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant code des marchés publics et notamment de l'article 8 du Chapitre III du Titre II.

Afin d'être opérationnel pour le début du mois de novembre 2011, date d'ouverture prévisionnelle du Centre aquatique aux scolaires, il convient d'engager l'achat public dans le courant de l'été 2011.

Il est impératif pour ce faire que le Conseil municipal :

- approuve sa participation au groupement de commande,
- autorise le Maire à signer la convention de groupement
- désigne au sein des membres de sa Commission d'Appels d'Offres un titulaire et un suppléant qui participeront à une Commission d'Appels d'Offres propre au groupement.

Le Conseil,
Après en avoir délibéré,

- approuve la participation de la Commune de Thil au groupement de commande,
- autorise Mr le Maire à signer la Convention de groupement de commande ci-après annexée,
- désigne Mr MAISONNAS, membre de la Commission d'Appel d'offres comme membre titulaire et Mr COTE, comme membre suppléant à la Commission d'Appel d'offres relative au groupement de commande.

<i>Pour</i>	<i>12</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

4. SCHEMA DEPARTEMENTAL DE COOPERATION INTERCOMMUNALE (SDCI)

Mr Prudon rappelle à l'Assemblée la suppression de 15.000 syndicats en France. Trois critères sont retenus : syndicat de fonctionnant plus ou peu et : ceux faisant partie d'une Communauté de Communes ; ce qui est le cas pour le syndicat des communes riveraines du canal de MIRIBEL.

20 h 30 : Arrivée de Monsieur TRACLET

20 h 30 : Arrivée de Monsieur MANIE

Mr Prudon précise qu'il est préférable de procéder à une fusion avec le Symalim. Mr le Maire rappelle qu'il est demandé aux communes de porter un avis sur la proposition de Mr le Préfet.

20 h 35 : Arrivée de Monsieur ABBOU

DELIBERATION 11/05/02 :

Monsieur le Maire informe l'Assemblée que le projet de SDCI a été présenté à la Commission Départementale de Coopération intercommunale (CDCI) et a été notifié aux Communes.

Il appartient désormais au Conseil Municipal de formuler un avis sur ce projet dans un délai de trois mois à compter de sa notification. A défaut, son avis serait réputé favorable.

Il évoque les cinq grandes lignes se dégageant de ce schéma qui sont :

1. Le schéma assure une couverture intégrale du territoire

2. Le schéma permet de constituer des communautés de communes plus puissantes financièrement et plus solidaires
3. Le schéma améliore la cohérence spatiale
4. Le schéma réduit le nombre de structures intercommunales
5. Le schéma vise à la rationalisation des syndicats.

Il est notamment proposé la dissolution du syndicat des communes riveraines du canal de Miribel.

Il rappelle que le dossier correspondant a pu être consulté par les membres du Conseil Municipal au Secrétariat Général de la Mairie.

Il ajoute que le document définitif sera approuvé par arrêté préfectoral avant le 31 décembre 2011.

Et le Maire d'inviter le Conseil Municipal à délibérer

Le Conseil Municipal

Après en avoir délibéré,

EMET l'avis suivant :

Le Conseil Municipal émet un avis favorable sur les mesures du Schéma Départemental de Coopération Intercommunale (SDCI) concernant le territoire de la Commune, portant sur la dissolution du syndicat des communes riveraines du canal de MIRIBEL (BEYNOST, MIRIBEL, NEYRON, NIEVROZ, SAINT MAURICE DE BEYNOST, THIL), faisant l'objet de la proposition N° 35, et ne porte aucun jugement sur les autres dispositions présentées.

Il précise que les compétences et objectifs de ce syndicat, sont toujours d'actualité, et doivent donc être transférés à une autre structure intercommunale à même de les assumer.

La Commune souhaite que la préfecture de l'Ain lui apporte son soutien pour les démarches et analyses des conditions administratives, qui permettraient le transfert de ces compétences au SYMALIM, structure de coopération intercommunale apparaissant la plus adaptée pour les exercer.

<i>Pour</i>	<i>15</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

5. DELIBERATION 11/05/03 : FONDS DE CONCOURS CCMP

Monsieur le Maire rappelle que conformément au V de l'article L.5214-16 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) des fonds de concours peuvent être versés entre la communauté de communes et les communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple des deux conseils pour financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement.

Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par la commune bénéficiaire.

Depuis le 1er janvier 2006 les fonds de concours sont considérés comme des immobilisations incorporelles et imputés directement en section d'investissement.

Lors de la séance du 09 juillet 2009 le conseil communautaire a décidé d'amortir les fonds de concours sur une durée de 10 ans. Pour mémoire, une inscription de 950 000 € a été inscrite au budget primitif 2011.

Monsieur le Maire informe que la commune de Thil a fait en début d'année des demandes de fonds de concours relatives aux opérations suivantes :

<u>Objet des travaux</u>	<u>Dépenses prévisionnelles € HT</u>	<u>Subventions et aides perçues</u>	<u>Charge nette estimée € HT</u>	<u>Fonds de concours possibles € HT</u>
City Park / Skate Park	116 577,34	7 000.00	109 577,34	54 788,67
Aménagement de voiries mode doux	43 391,00	0.00	43 391.00	21 695,50

Monsieur le Maire rappelle la délibération favorable du Conseil communautaire du 29 juin 2011 rendu exécutoire par sa transmission à la Préfecture de l'Ain.

Suite à cette présentation, Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de délibérer.

Le Conseil Municipal ouï les explications de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré :

1. Accepte les fonds de concours communautaires suivants :

- City Park – Skate Park : 54 788,67 €
- Aménagement de voiries modes doux : 21 695,50 €

2. La mobilisation des fonds de concours de la manière suivante :

- 50% à l'ouverture du chantier sur justificatif
- le solde à la réception des travaux sur la base d'un bilan détaillé de l'opération signé du Maire faisant apparaître le montant de la charge nette.

La recette correspondante sera imputée à l'article 1325 (opérations 142 et 130) du budget principal.

<i>Pour</i>	<i>15</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

Mr Manié est satisfait d'apprendre que le Chemin du Mas Durand et la rue de l'Eglise sont éligibles au fonds de concours.

6. DELIBERATION 11/05/04: AVIS SUR ENQUETE PUBLIQUE BARRAGE DE VERBOIS

Monsieur le Maire informe l'assemblée que la Préfecture du Rhône demande au Conseil Municipal un avis sur l'enquête publique conjointe relative aux opérations françaises d'accompagnement des chasses suisses de la retenue de VERBOIS sur le Rhône présentées par la Compagnie Nationale du Rhône et la société des Forces Motrices de Chancy-Pougny et aux opérations de vidange du barrage de Verbois (Suisse) présentées par les Services Industriels de Genève.

L'enquête publique se déroule du 6 juin au 7 juillet inclus. Les documents sont à la disposition du public en Mairie.

Après en avoir délibéré,
le Conseil Municipal :

EMET un avis favorable sur l'enquête publique conjointe relative aux opérations françaises d'accompagnement des chasses suisses de la retenue de VERBOIS sur le Rhône présentées par la Compagnie Nationale du Rhône et la société des Forces Motrices de Chancy-Pougny et aux

opérations de vidange du barrage de Verbois (Suisse) présentées par les Services Industriels de Genève.

<i>Pour</i>	<i>15</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

7. TRANSFERT DE LA COMPETENCE AU SIEA

Mr Cote informe que dans la presse, il est fait état d'un conflit entre France Telecom et le SIEA (tabourets...).

Mr Balouzet rappelle que les compétences attribuées au SIEA évoluent, notamment dans le domaine de l'éclairage public. Il est donc proposé à toutes les communes de l'Ain, de faire appel au SIEA pour l'éclairage public ; l'objectif étant d'implanter des installations performantes et ainsi faire diminuer les dépenses d'énergie.

Mr Traclet s'étonne que le SIEA n'ait encore engagé aucun appel d'offres auprès de prestataires et reste réservé sur les tarifs annoncés par le SIEA.

Mr Denis demande si la commune a la possibilité de se désengager du SIEA dans l'avenir. Le Conseil ne peut répondre à cette question.

Mr Abbou demande si, à long terme, la commune sera gagnante.

Mr Maisonnas reste vigilant aussi les retombées au niveau des subventions.

D'autre part, Mr le Maire informe le Conseil qu'il a reçu Mr le Curé. Il précise que cela fait plus de 9 mois que ce dernier attend que Poweo (concurrent d'EDF) vienne changer la puissance électrique de la salle de catéchisme.

Le SIEA a rappelé qu'il existe un marché libre.

DELIBERATION 11/05/05 :

Monsieur le Maire rappelle au Conseil la délibération n°10/04/01 du 24 juin 2010 par laquelle le Conseil municipal a approuvé l'évolution des statuts du SIEA.

A la suite, Monsieur le Maire fait part de la lettre en date du 31 mai 2011 de Monsieur le Président du SIEA proposant à la commune de transférer au Syndicat intercommunal d'énergie et de e-communication la compétence « Eclairage Public ».

Ce transfert implique que le SIEA effectuera pour le compte des communes les travaux et la maintenance des points lumineux. Le SIEA prendra en charge les coûts relatifs à la fourniture d'énergie.

Le transfert « Eclairage Public » fera l'objet d'un audit contradictoire qui permettra de définir un coefficient correcteur en minoration ou en majoration en fonction des consommations réelles des communes pour l'année complète précédente. Ainsi pour l'année 2012, correspondant à la première année du nouveau système de cotisation, les consommations de 2010 seront prises en compte.

Le Conseil, ouï les explications de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré,

- Décide de transférer la compétence « Eclairage Public » au Syndicat Intercommunal d'Energie et de e-communication de l'Ain,

- Comme spécifié dans ses statuts, le SIEA exercera la compétence relative au développement, au renouvellement et à l'exploitation des installations et réseaux d'éclairage public comportant :
 - La maîtrise d'ouvrage des installations nouvelles et des renouvellements d'installations,
 - la maintenance préventive et curative de ces installations,
 - la passation et l'exécution des contrats d'accès au réseau de distribution d'électricité et de fourniture d'énergie électrique,
 - la passation de tous contrats afférents au développement, au renouvellement et à l'exploitation de ces installations et réseaux,
- mandate Monsieur le Maire pour notifier cette décision au Syndicat Intercommunal d'Energie et de e-communication de l'Ain et mener à bien les démarches pour l'application de cette décision.

<i>Pour</i>	<i>15</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

8. **DELIBERATION 11/05/06 : CONTRAT D'ENTRETIEN D'ECLAIRAGE PUBLIC**

Monsieur le Maire rappelle au Conseil le marché signé avec l'entreprise BALHAZARD en date du 10 juillet 2008 pour une durée de trois ans concernant l'entretien de l'Eclairage Public de la commune.

Le marché arrivant à échéance au 09 juillet 2011, la conclusion d'un nouveau marché d'une durée d'un an est nécessaire en attendant l'entrée en vigueur effective de la compétence « Eclairage Public » transférée au Syndicat Intercommunal d'Electricité de l'Ain (SIEA) par la délibération 11/05/05 du 30 juin 2011.

Le Conseil,
Après en avoir délibéré,

- autorise Mr le Maire à signer le Contrat avec l'entreprise BALTHAZARD à compter du 10 juillet 2011 pour une durée d'un an dans les conditions de prix et de remise identiques au marché initial pour un montant maximal de 4.000 Euros hors taxes.

<i>Pour</i>	<i>14</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>1</i>

9. **ZONE 1 NAI**

Mr Manié rappelle qu'il y a lieu de signer un PUP pour l'aménagement de cette zone. Pour cela il faut que la commune soit propriétaire du tènement.

Mr le Maire informe que deux appels d'offres sont lancés ce jour :

- . Etude de maîtrise d'œuvre relative à l'assainissement de la zone 1Nai
- . Schéma directeur et programmation d'assainissement collectif

Mr le Maire demande qu'un groupe de pilotage soit constitué.

DELIBERATION 11/05/07 : PROMESSE DE VENTE

Monsieur le Maire rappelle au Conseil que la commune étudie un projet de lotissement de 29 logements sur la zone 1Nai.

Cette opération de construction et la procédure de révision du Plan d'occupation des sols récemment engagée ont mis en lumière la nécessité pour la commune de se doter à moyen terme d'un réseau d'assainissement collectif et d'engager rapidement la première phase de réalisation de cet équipement.

Précisément, la première tranche de l'assainissement collectif de Thil consiste à mettre en place une station à filtre plantée de roseaux qui ne traitera que les eaux du secteur d'assiette du lotissement, en attente de l'assainissement collectif global du village.

Pour cela, il convient que la commune fasse l'acquisition d'une parcelle pour la réalisation de ladite station avec ses équipements annexes pour autant qu'elle obtienne dans un certain délai les autorisations administratives nécessaires.

L'indivision CHENAVARD est propriétaire des terrains devant accueillir le futur ouvrage. Il s'agit d'un terrain situé sur la commune de Thil, au lieu-dit *Le Champ du Perron*, et plus précisément d'une portion de 1 000 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée section ZB n°52 (d'une superficie totale de 23 666 m²).

Saisi par la Commune, France Domaine a donné un avis en date du 29 avril 2011 au terme duquel la valeur vénale unitaire du m² de terrain concerné doit être compris entre 0,50 € et 1 €.

L'indivision CHENAVARD est disposée à consentir à la commune une promesse unilatérale de vente pour le terrain concerné, à un prix de 0,75 € / m², soit un prix total de 750 euros environ. Cette promesse est consentie pour une durée de 17 mois à compter de sa signature par Monsieur le maire, sans indemnité d'immobilisation à la charge de la commune.

Il est prévu au bénéfice de la commune une condition suspensive liée à l'obtention des autorisations administratives éventuellement nécessaires à la réalisation des travaux envisagés, de manière définitive. Si à l'issue du délai de 17 mois, la condition suspensive n'est pas réalisée, la promesse de vente pourra être prorogée si la commune le souhaite.

En cas de réalisation de la vente, le prix (750 euros à parfaire) sera réglé comptant le jour de la signature de l'acte authentique de vente.

Il est rappelé que s'agissant d'une promesse unilatérale de vente, la Commune dispose d'une simple faculté d'acquiescer, sans pouvoir y être contrainte.

La présente délibération vise à autoriser la signature de la promesse unilatérale de vente par Monsieur le Maire.

Vu le dossier, et notamment le projet de promesse,
Vu l'avis de France Domaine en date du 29 avril 2011,

Le Conseil,
Où les explications de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré,

- approuve les termes de la promesse unilatérale de vente relative à l'acquisition d'un terrain de 1000 m² à soustraire de la parcelle cadastrée section ZB n°52,
- autorise Monsieur le Maire à accomplir toutes les démarches nécessaires et signer la promesse unilatérale de vente consentie par l'indivision CHENAVARD ;
- la dépense correspondante (750 euros à parfaire) sera imputée sur article 2111 opération 123. Les crédits nécessaires seront affectés au Budget Principal.

<i>Pour</i>	<i>15</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

10. AMENAGEMENTS PAYSAGERS

Mme Borrel-Jeantan rappelle la réunion qui s'est déroulée le 2 février dernier avec le CAUE. Cet organisme propose certains aménagements paysagers sur divers sites de la commune.

DELIBERATION 11/05/08 : CONVENTION CAUE

Monsieur le Maire rappelle au Conseil que la commune souhaite compléter les aménagements qui ont déjà été réalisés sur la commune, par des aménagements en termes de requalification paysagère, de traitement, et d'amélioration du cadre de vie et ainsi faire appel au Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE) pour une mission d'accompagnement pour l'évolution des espaces publics du village.

A ce titre, il y a lieu de signer une convention avec le CAUE d'une durée de 12 mois qui pourra être prolongée sur une durée de cinq ans pour la partie mission d'accompagnement.

Le Conseil,

Après en avoir délibéré, autorise Mr le Maire :

- à signer la convention avec le CAUE
- mandater la somme correspondante inscrite au Budget 2011 pour un montant de 1.860,00 €
- inscrire aux budgets suivants (en cas de poursuite de l'opération), un montant annuel de 1.860,00 € réévalué selon l'indice du coût de la construction de l'INSEE.

<i>Pour</i>	<i>15</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

11. POINT SUR LES TRAVAUX

Mr Traclet rappelle à l'Assemblée que l'inauguration du City Stade est fixée au 2 juillet prochain. Le gazon synthétique ne sera encore pas posé. L'entreprise qui devait poser les jeux d'enfants ayant rencontré quelques problèmes techniques, ces derniers ne seront pas installés pour l'inauguration.

Mr Grumet est mécontent car il avait été convenu de la hauteur de la clôture (2 mètres), or, au niveau des jeux d'enfants, la clôture est de 1,5 mètre environ.

Mr Traclet répond que la décision de modification de hauteur a été prise entre lui-même, Mr le Maire et Mr Maisonnas.

Concernant le marché de voiries, Mr Traclet précise que pour le Mas Durand et la rue de l'Eglise, c'est l'entreprise EIFFAGE qui a obtenu le marché pour la réfection.

Mr le Maire informe que la CCMP a voté une délibération concernant l'aménagement de sécurité de la RD 61 a et b. Cela rentrera dans le cadre d'une opération sur l'exercice 2012.

12. ANCIENNE GENDARMERIE DE MIRIBEL

Mr le Maire rappelle la réunion qui s'est tenue en début de semaine en Mairie de Miribel en présence des trois collectivités (Miribel, Neyron et Thil).

La commune ayant participé financièrement à la construction (2,98 %) et l'entretien de l'ancienne Gendarmerie de Miribel, et souhaitant se retirer de la convention liant les trois communes, il y aura lieu de signer une convention transactionnelle permettant à la commune de percevoir une somme de la part de la commune de Miribel (propriétaire) à hauteur de 2,98 % du prix de vente du bien.

La délibération autorisant Mr le Maire à signer la convention transactionnelle sera soumise au vote lors de la prochaine séance du Conseil Municipal.

13. ETUDE ET GARDERIE PERISCOLAIRE

Mr Guillard informe le Conseil que le prix du repas facturé par le prestataire de service Scolarest progresse de 2,48 € TTC à 2,51 € TTC, soit une augmentation de 1,25 %.

Pour la prochaine rentrée, les charges de personnel restent identiques malgré une diminution du nombre de repas servis. L'encadrement devra être maintenu à cause du nombre de petits à la cantine.

La moyenne du nombre de repas servis cette année a été de 48. Pour 2011/2012, on attend une moyenne de 40 repas servis, soit un manque à gagner pour la commune de 2.700,00 euros.

Le prix du repas facturé aux parents à ce jour est de 4,80 €. Si la commune devait compenser les 2.700 euros de manque à gagner, cela reviendrait à augmenter le prix du repas de 0,48 €.

Mr Guillard propose de conserver le prix actuel (4,80 €) pendant 1 ou 2 ans, tout en souhaitant que les effectifs des enfants prenant leurs repas au restaurant scolaire augmentent.

Mr Traclet s'interroge sur le coût qui risque d'être croissant pour la commune dans le futur.

Sur la partie garderie : il fait part d'une augmentation de l'amplitude horaire à savoir : 7 h 15 à 8 h 20 et 16 h 20 à 18 h 30.

La fréquentation cette année a été d'environ 6,8 enfants par matinée ; pour 2011/2012, il est attendu une moyenne de 10 enfants le matin et 5 enfants le soir, soit une augmentation de la fréquentation moyenne.

Mr Guillard propose que le prix de la garderie périscolaire actuellement à 2,15 € soit porté à 2,20 €, soit une augmentation de 2,25 %.

10
Sur la partie Etude : Il rappelle que la partie Etude est bénéficiaire. La fréquentation prévisionnelle est identique à cette année. Il note qu'actuellement un tarif différent est appliqué pour l'étude et la garderie.

Mr Guillard propose donc de baisser le prix de la prestation Etude à 2,20 € et d'augmenter la partie garderie à 2,20 € afin d'aligner les tarifs pour les deux prestations.

D'autre part, il souhaite facturer la non récupération des enfants à la fin de l'étude et propose que les enfants à 18 heures, soient transférés à la garderie moyennant la somme de 1 euro pour le dépassement d'horaire.

De plus, lorsque les parents viennent chercher leur(s) enfant(s) au-delà de l'heure réglementaire (18 h 30), il propose que soit appliquée une pénalité à raison de 2,00 € par ¼ d'heure de retard.

Mrs Manié et Abbou sont favorables au maintien du prix de la cantine à 4,80 €. Le prix des prestations étude et garderie à 2,20 € leur paraît raisonnable, ainsi que le principe de facturer à 1 euro le transfert des enfants à 18 heures de l'étude à la garderie. Cependant, ils demandent que l'application de la pénalité de 2 € par ¼ d'heure de retard ne soit pas appliquée systématiquement mais au cas par cas.

Mme Gauthier propose qu'un système d'exclusion après récidive soit appliqué, plutôt qu'une pénalité de 2 €. L'Assemblée reste sur cette proposition.
Le Règlement intérieur devra être modifié dans ce sens.

DELIBERATION 11/05/09 : TARIF DE L'ETUDE DU SOIR ET DE LA GARDERIE PERISCOLAIRE

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal :

- Qu'en raison de l'extension des horaires de la garderie périscolaire et de l'augmentation des charges de personnel, il y a lieu de revoir le prix de l'étude du soir et de la garderie périscolaire.
- à la fin de l'étude du soir (18 heures), le ou les enfants restant dans l'établissement seront transférés à la garderie moyennant la somme d'un euro.

Il propose à l'Assemblée de fixer le nouveau tarif de l'étude du soir et de la garderie périscolaire.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et en avoir délibéré, le Conseil Municipal, fixe ainsi qu'il suit, à compter du 1^{er} septembre 2011, le prix de l'étude du soir et de la garderie périscolaire :

- . Etude du soir 2,20 euros la prestation
- . Garderie périscolaire 2,20 euros la prestation
- . Transfert Etude du soir vers Garderie 1,00 euro le transfert

<i>Pour</i>	<i>15</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

14. DELIBERATION 11/05/10 : MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS DE LA COLLECTIVITE

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes et de leurs établissements publics,

VU la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant statuts de la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 en vertu duquel les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant, et que celui-ci doit mentionner sur quel(s) grade(s) et à quel niveau de rémunération il habilite l'autorité à recruter.

Il convient de modifier le tableau des emplois permanents.

Après en avoir délibéré,

Le conseil municipal,

- **accepte** les propositions du Maire,

- **fixe** le nouveau tableau des emplois permanents de la collectivité tel qu'indiqué en annexe, à compter du 1^{er} septembre 2011.

-**autorise** Monsieur le Maire à prendre les Arrêtés ou Contrats nominatifs correspondants.

LISTE DES EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET

- . 1 Secrétaire de Mairie
- . 2 Adjoints Techniques 2^{ème} Classe (*Entretien des locaux*)
- . 2 Adjoints Techniques 2^{ème} Classe (*Service Voirie*)
- . 2 Adjoints Techniques 1^{ère} Classe (*Service Voirie*)
- . 1 Adjoint Technique Principal 2^{ème} Classe (*Service Voirie*)
- . 1 Adjoint Administratif 2^{ème} Classe
- . 1 Adjoint Administratif Principal 1^{ère} Classe
- . 1 Rédacteur

LISTE DES EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET

- . 1 Adjoint Technique (*Bâtiments communaux : 33h15 annualisées à 28h00 par semaine*)
- . 1 Adjoint Technique (*34h00 annualisées à 30h50 par semaine*)
- . 1 Garde Champêtre Principal Territorial (*6h00 par semaine*)
- . 1 Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles (*31h40 annualisées à 25h30 par semaine*)
- . 1 Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles (*34h00 annualisées à 30h50 par semaine*)
- . 1 Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles (*36h45 annualisées à 29h50 par semaine*)
- . 1 Adjoints d'Animation (*restaurant scolaire : 17h00 annualisées à 13h05 par semaine*)
- . 1 Adjoints d'Animation (*restaurant scolaire : 08h00 annualisées à 6h05 par semaine*)
- . 1 Adjoint d'Animation (*Garderie périscolaire : 11h55 annualisées à 09h25 par semaine*)
- . 1 Adjoint Administratif (*28h00 par semaine*)

<i>Pour</i>	<i>15</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

15. **DELIBERATION 11/05/11 : HEURES SUPPLEMENTAIRES / COMPLEMENTAIRES DES AGENTS TITULAIRES ET NON TITULAIRES**

Monsieur le Maire rappelle au Conseil que les agents Titulaires et Non Titulaires sont appelés à effectuer des heures supplémentaires ou complémentaires à la demande de la collectivité.

Le Conseil,

Après en avoir délibéré,

- autorise Mr le Maire à régler les heures supplémentaires ou complémentaires aux agents Titulaires et Non Titulaires.

<i>Pour</i>	<i>15</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

16. DELIBERATION 11/05/12 : BUDGET ASSAINISSEMENT COLLECTIF : TVA

Monsieur le Maire rappelle au Conseil la délibération n° 11/03/05 du 07 avril 2011 créant un budget annexe nommé : Assainissement.

Afin de permettre la création de ce budget à la Direction Départementale des Finances Publiques de l'Ain, la Trésorerie demande à la commune de préciser son statut au regard de l'assujettissement de ce budget à la TVA.

Le Conseil,
Après en avoir délibéré,

- opte pour l'assujettissement à la TVA du budget annexe « Assainissement »

<i>Pour</i>	<i>15</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

17. DELIBERATION 11/05/13 : PARTICIPATION 2011 AU RAM DE BEYNOST

Monsieur le Maire rappelle au Conseil la convention signée entre les communes de Beynost et Thil le 3 mars 2009 concernant les modalités de facturation de l'utilisation du Relais d'Assistances Maternelles (RAM) de Beynost.

La convention étant arrivée à échéance au 31 décembre 2010, une nouvelle convention sera signée au cours du 4^{ème} trimestre 2011 avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2011.

Le Conseil,
Après en avoir délibéré,

- autorise Mr le Maire à mandater à la commune de Beynost, la participation prévisionnelle du RAM 2011 pour un montant de 1.810,22 euros.

<i>Pour</i>	<i>15</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

Projet de restauration hydraulique

Monsieur le Maire donne lecture d'un courrier adressé par le Grand Parc concernant l'avis attendu du Maire au sujet des projets de restauration hydraulique et écologique sur les sites de la Forestière, la digue EDF et le site de traitement CSL (pour contribuer à la gestion des crues sur l'île de Miribel Jonage).

Il informe que le Symalim avec l'appui technique de la SEGAPAL, se voit dans l'obligation de déposer un dossier de demande de renouvellement d'autorisation pour les aménagements hydrauliques et écologiques en cours sur le Grand Parc Miribel Jonage. Les projets couvrent une superficie totale de 77,5 ha et concernent 5,2 ha du territoire de la commune.

CPI NI de Thil

Mr le Maire informe qu'il a adressé un courrier à Mr le Préfet et Mr le Directeur du SDIS pour les informer qu'il envisage de rouvrir la caserne de Thil au 1^{er} septembre 2011. Il recevra le lieutenant CASU à ce sujet dans les prochains jours.

Mr Traclet demande si le Conseil Municipal sera consulté quant à la décision de réouverture ou non du CPI NI de Thil. Mr le Maire répond que lui-même étant le chef des pompiers, il lui appartient de statuer. Il rappelle aussi que la nouvelle caserne de La Boisse sera opérationnelle en 2014.

Salle de catéchisme

Mr le Maire fait part de sa rencontre avec Mr le Curé de Miribel concernant la rénovation du local de catéchisme. Il y aura lieu de conventionner avec l'Association Diocésaine. Maître Lamouille sera consulté à cet effet.

Manifestation du 13 juillet

Mr Manié précise que certaines personnes âgées de la commune rencontrent des problèmes financiers et ne peuvent de ce fait se rendre aux manifestations. Il demande ce qui peut être fait pour eux.

Il est pris la décision d'offrir aux personnes âgées de la commune, la possibilité de s'inscrire gratuitement au repas et à la manifestation du 13 juillet au soir. Un moyen de transport sera mis à leur disposition pour cette occasion.

Barbecues

Mr Manié évoque les barbecues sur les bords du Rhône. Il demande quelle est la réglementation. Mr Cote précise que les feux au sol sont interdits, mais pas les barbecues.

Jeunesse

Mr Cote demande si des échos se sont fait entendre suite à la réunion avec les jeunes de la commune. Mr le Maire lui répond que non. Il informe cependant de la prochaine réunion du CISPD à Miribel le 07 juillet prochain.

Ambroisie

Mr Denis souligne qu'il craint une prolifération de l'ambroisie sur la commune notamment au niveau des Ilets. Il demande qu'une campagne d'information soit faite au niveau des Brèves.

L'ordre du jour étant épuisé,

La séance est levée à 23 h 20.